



20180531_ONMORFL_E-Macron_Commandeur

Objet : Elevation au grade de Commandeur dans l'Ordre National du Mérite des Oublié(e)s de la République Française Libératrice

Cher Monsieur

C'est avec la meilleure attention que j'ai pris connaissance de votre action récente en faveur de l'un de nos confrères, l'Oublié malien Mamoudou Gassama.

Vous avez bien voulu faire usage de votre pouvoir souverain pour favoriser l'acquisition en urgence de la nationalité française par ce jeune héros international courageux et athlétique, en faisant preuve de bienveillance, de discernement et d'indulgence à l'égard de son entrée et de son séjour en France illégaux (et apparemment sans motifs justifiant l'étude d'une régularisation).

Votre acte exceptionnel étant de nature à favoriser l'émergence de l'apparition d'une impression de possibilité d'espoir de libération (ou d'atténuation) des Troubles et Sévices Administratifs auxquels sont soumis(e)s de nombreux(ses) autres Oublié(e)s de la République, **j'ai décidé de vous remercier et de vous encourager en vous élevant au grade de :**

Commandeur
dans l'Ordre National du Mérite
des Oublié(e)s de la République Française Libératrice

Vous voudrez bien prendre attache avec notre Siège en Exil au Brésil, soit directement, soit par l'intermédiaire de votre représentant dans ce pays, afin d'organiser une cérémonie en nos locaux.

Monsieur Emmanuel MACRON

55, avenue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS – France

Ordre National du Mérite des Oublié(e)s de la République Française Libératrice

Siège en Exil : Avenida Nossa Senhora de Copacabana 542, 22020-001 RIO DE JANEIRO, RJ, Brésil

ONMORFL.fr

En supposant que votre service du courrier vous rapporte parfois les demandes désespérées d'intervention ou de grâce que nous connaissons hélas trop bien, peut-être que vous n'ignorez pas totalement les souffrances et les injustices infligées par la République à certaines minorités « oubliées », notamment en ce qui concerne les personnes handicapées ou à besoins spéciaux, et tout particulièrement les autistes.

Jusqu'à ce jour, nous pensions qu'il n'était pas possible pour le Président d'intervenir pour rétablir la justice et la liberté dans les cas où l'Inhumadministration Française se fourvoie manifestement.

Par exemple, en 2015, alors que j'avais - au nom de l'Alliance Autiste - adressé à Madame Nathalie Destais (*alors Conseillère autonomie et protection sociale auprès de la personne faisant office de Président de la République à l'époque*) une demande de grâce présidentielle pour le jeune autiste Timothée D., elle m'avait répondu : « Il n'appartient pas à la Présidence de la République de faire obstacle aux décisions de justice », tout en méprisant nos démonstrations des erreurs de cette même justice.

Nous avons eu du mal à croire au bien-fondé et à la sincérité d'une telle déclaration - cinglante et « excluante ». Aussi, votre acte nous confirme la mauvaise foi et la mauvaise volonté de cette personne.

Je vous prie de me pardonner d'évoquer ici mon cas personnel, mais cela fera 16 (SEIZE) années, dans 24 jours, que je vis un Supplice Administratif Français, en tant qu'autiste, principalement à cause des injustices et discriminations criantes dans le traitement du titre de séjour de mon ami soutien de vie étranger, lequel, si j'étais une femme, aurait déjà un titre de séjour de 10 ans depuis au moins 10 ans.

Sans parler de toutes les blessures inhumadministratives jamais refermées, qui ont en partie brisé nos vies, de manière totalement injuste, inutile et idiote, en commençant par le « cauchemar visa » (2002-2006).

Ce cauchemar s'inscrit dans une « trilogie » ayant débuté avec la séquestration médico-inhumadministrative de 15 mois en 1994-1995 sur ma personne, alors que je suis autiste « Asperger » et que les « médesinges » (*cf. le film « la Planète des Singes » de 1967*) qui m'observaient ne connaissaient pas cette condition particulière.

Le troisième volet, peut-être le plus pénible, concerne la torture du Mutisme Administratif, depuis environ 25 ans, qui atteint des sommets depuis 2016 avec les services du Défenseur des Droits (DdD), vague lueur d'espoir bien vite éteinte - supplice de Tantale des temps modernes, à la française.

Ce martyr sans nom - indigne de la France - étant dû à ce qu'il faut bien appeler la débilité, la petitesse, la lâcheté et l'égoïsme susceptible de certains fonctionnaires consulaires puis préfectoraux (et DdD), j'ai fini par comprendre que ces gens ne reconnaîtraient jamais leurs erreurs, y-compris aux plus hauts niveaux de leurs hiérarchies ministérielles (*puisque ces « corps » se soutiennent entre eux, en faisant front contre l'usager, en faisant mine de ne pas comprendre, surtout quand ils sentent bien que comprendre impliquerait de voir leurs erreurs*), et j'en ai eu la confirmation implicite par une lettre du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, un courriel du Ministère de l'Intérieur (*contenant une erreur d'une énormité pathétique voire pathologique*), et enfin, récemment, une lettre du Secrétariat d'Etat pour le Handicap.

Il faut dire que pour arriver à obtenir ces trois lettres (non constructives), j'ai dû lutter pendant au moins deux ans, par le moyen de très nombreux courriels, lettres, publications, et même en faisant une grève de la faim de deux semaines ici à Rio en juin 2017, en espérant naïvement qu'avec cela, quelqu'un allait enfin vous prévenir, certain que je l'étais **que jamais un Président français n'accepterait que perdure une situation aussi aberrante et inutile**, et que vous y mettriez fin d'un simple coup de fil.

On m'a dit que ce n'est pas si simple, mais aujourd'hui je vois bien que ça l'est pourtant, et pour une situation infiniment moins pesante et torturante. Certes, je ne suis pas un héros, mais faut-il vraiment être un héros pour que le Président de la France règle des problèmes quand cela lui est si facile ?

Faut-il qu'en France les handicapé(e)s, les autistes, les Oublié(e)s de la République, soient des héros ou des héroïnes pour que l'Etat français honore la réputation d'humanité, d'égalité, de justice, de liberté et de fraternité de ce pays, en appliquant véritablement ces principes au lieu de seulement les encenser ?

Ordre National du Mérite des Oublié(e)s de la République Française Libératrice

Siège en Exil : Avenida Nossa Senhora de Copacabana 542, 22020-001 RIO DE JANEIRO, RJ, Brésil

ONMORFL.fr

Que doivent donc faire les milliers d'autistes (avec leurs familles), pour être enfin pris en considération correctement, pour accéder enfin à la liberté auxquels ils et elles ont droit (comme tous les êtres vivants), pour obtenir les aménagements raisonnables (et peu coûteux) qui leur sont rendus nécessaires à cause d'une mentalité et d'une « organisation » sociale hautement défectueuses et anti-naturelles ?

Nous savons très bien que pendant que nous souffrons, les lobbies qui vivent de l'autisme caressent (et défendent !) leurs milliards : nous ne pouvons pas entendre qu'il n'y a pas d'argent ; il faut que ces moyens soient utilisés de façon adéquate, pour la liberté et la dignité d'êtres humains ségrégués et opprimés sur le sol français, et non pas pour la cupidité des exploiters patentés avec la bénédiction de l'Etat.

Cupidité meurtrière, vu le nombre de suicides d'autistes et de parents résultant de l'approche française « sidéralement calamiteuse » de l'autisme. Sans parler des décès suspects « dans le secret médical ».

Dans ces conditions, Mutisme et Mépris de l'Inhumadministration Française vont de pair avec Complicité et Culpabilité inexcusables, vu la quantité d'avertissements envoyés aux « responsables ».

Nous pensons que seul le Président de la République (ou peut-être le Premier Ministre) pourrait avoir un certain pouvoir pour tenter de maîtriser la course démoniaquement malade de cette machine à transformer la vie et la liberté des citoyen(ne)s les plus vulnérables en euros.

A moins, évidemment, que vous ne soyez vous aussi complice avec les personnes de « l'Etat profond » qui tiennent les cordons de la bourse, de la finance et de la liberté des humains minoritaires, sans défense et sans possibilité d'escalader des immeubles pour sauver un enfant d'une chute potentiellement mortelle.

A ce sujet, et pour conclure, je voudrais rendre ici un hommage à toutes les mères d'autistes qui, en France, se jettent par la fenêtre (et en meurent), à cause de l'incurie, du mépris, du mutisme et de « l'oubli » mis en œuvre sciemment par l'Inhumadministration Française.

Maintenant que vous voici Commandeur dans l'Ordre National du Mérite des Oublié(e)s de la République Française Libératrice, nous pouvons peut-être tenter d'espérer, avec un peu moins de désillusion, que l'idée puisse naître un jour d'une possible justice pour les Oublié(e)s de France, les « pas normaux » et autres exclus, proscrits et exilés du Pays des Droits de l'Homme et des Lumières (« que le monde nous envie » etc.), si bien sûr la « bureaucrasie » votre service du courrier ne faisait pas « obstacle » aussi stupidement regrettablement aux appels au secours « pas correctement formatés » que l'on vous envoie.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, Commandeur, l'expression de ma reconnaissance meurtrie.

Le Grand Maître
de l'Ordre National du Mérite
des Oubliés de la République Française Libératrice,
Eric LUCAS

Avec le soutien de :

[Alliance Autiste \(AA\)](#)

[Autistes & Parents Indignés \(A&PI\)](#)

[Collectif des Autistes Handicapés par les Déficiences de l'Administration Française \(CAHDAF\)](#)

[Mouvement pour l'abolition de la ségrégation des handicapés en France \(DESEGREGATION.FR\)](#)

[Groupe d'entraide des Français Exilés, Demandeurs d'Asile et Réfugiés \(GEFEDAR\)](#)

Ordre National du Mérite des Oublié(e)s de la République Française Libératrice

Siège en Exil : Avenida Nossa Senhora de Copacabana 542, 22020-001 RIO DE JANEIRO, RJ, Brésil

ONMORFL.fr